

Intervention de François Mitterrand sur la crise des euromissiles (2 janvier 1983)

Légende: Le 2 janvier 1983, le président de la République française, François Mitterrand, intervient au cours du journal d'Antenne 2 sur la crise des euromissiles. Il revient sur la force de dissuasion française et expose la position de la France face aux plans de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) de déployer des missiles Pershing II en Europe occidentale, afin de rétablir l'équilibre des forces suite à l'installation à l'ouest de l'URSS de missiles soviétiques SS-20.

Source: Intervention du Président de la République au cours du journal d'Antenne 2 midi (extraits): 2 janvier 1983. Dans: Ministère des Affaires étrangères. Secrétariat général du gouvernement. La politique étrangère de la France: Textes et Documents, Janvier-Février 1983. Paris: La Documentation française, 1984. pp. 3-4.

Copyright: (c) La Documentation française / Textes et documents

URL:

http://www.cvce.eu/obj/intervention_de_francois_mitterrand_sur_la_crise_des_euromissiles_2_janvier_1983-fr-b789777f-f07f-4808-b61c-6c0332a06c32.html



Date de dernière mise à jour: 25/10/2016

TEXTES ET DOCUMENTS

JANVIER 1983

2 JANVIER 1983

**Intervention du
Président de la République,
au cours du journal d'Antenne 2 midi
(extraits)**

Relations Est-Ouest – Désarmement

Q – Monsieur le Président, nous changeons complètement de cap avec, tout de suite, les rapports Est-Ouest.

Monsieur Andropov, le nouveau leader soviétique, a fait tout récemment une proposition qui s'adresse à la fois à l'Est et à l'Ouest, qui est celle de réduire, de part et d'autre, d'un quart, les armements stratégiques. Quelle est votre réaction à cette proposition, quelle est la position de la France ?

R – Je souhaite que la négociation de Genève entre les Etats-Unis d'Amérique et l'Union soviétique réussisse. Et elle réussira si ces deux grandes puissances parviennent à trouver le point moyen, non pas dans le désarmement, malheureusement – ce n'est pas de cela qu'il est vraiment question – mais dans l'arrêt du surarmement. De ce point de vue, la France ne ménagera pas sa contribution pour que le climat de paix et de conciliation prévale sur une querelle qui risque de déboucher sur la guerre.

Mais la France n'est pas partie à cette négociation de Genève.

Défense – sécurité

Q – Mais M. Andropov l'a impliquée dans ses propositions.

R – J'allais y venir. Les Etats-Unis d'Amérique et l'Union soviétique disposent chacun des moyens de détruire plusieurs fois l'autre c'est-à-dire qu'ils ont une superpuissance. Au-delà de la sécurité dont ils disposent par leurs armements pour assurer leur survie, ils ont plusieurs fois les moyens de détruire l'autre. La sécurité de la France, elle, n'est assurée que par la force dont elle dispose. Et nous sommes obligés de faire un effort considérable qui coûte cher – mais il est nécessaire – à la nation pour rester juste au-dessus de ce que l'on appelle la dissuasion, c'est-à-dire du point à partir duquel nous sommes trop redoutés pour que l'on ose nous attaquer, pour que la guerre ne vaille plus son prix. C'est cela la dissuasion. Et, pour parvenir à ce niveau-là, la mobilisation industrielle, technique, intellectuelle et financière que cela représente ne permet pas la moindre soustraction. Ou alors, c'est notre sécurité, notre vie et notre indépendance qui sont en cause. Il n'y a donc pas de relation directe, entre la situation des deux superpuissances et la situation de la France.

Donc la France ne participe pas à la Conférence de Genève. Et, dans cette affaire, nous ne réduirons pas un seul de nos missiles. Nous continuerons d'agir. J'ai donné l'ordre de construire le septième sous-marin nucléaire lanceur d'engins. Vous savez que l'on a accéléré la construction du sixième. Nous aurons un système Hades qui permettra de lancer un certain nombre de fusées bien au-delà du point qu'elles pouvaient atteindre il y a simplement deux ans ; elles pourront aller au-delà de 400 kilomètres dans quelques années. Je veille à ce que notre force de dissuasion reste à la mesure de la compétition et du risque.

A M. Andropov, je ne peux que dire : « Discutez de ce que vous voulez avec les Etats-Unis d'Amérique. Arrangez-vous. Quant à penser que la France pourrait réduire... » – il ne l'a pas demandé, cela, il dit simplement que cela compte dans le total – « ...quant à penser que la France pourrait réduire aussi peu que ce soit son armement actuel, ce n'est pas la peine de rêver ! ».

**Missiles de croisière à moyenne portée –
Equilibre des forces**

Q – Vous n'êtes pas opposé à l'installation des fusées Pershing en Europe...

R – Je suis partisan de l'équilibre des forces occidentales et de l'Est dans le monde et en Europe. Pour l'instant, il y a déséquilibre en Europe à notre détriment.

Q – Je comprends. Mais si les Pershing sont indispensables et que, par exemple, l'Allemagne, pour des raisons de politique intérieure, ne puisse les installer chez elle parce qu'il y a trop de contestation, seriez-vous prêt éventuellement à les recevoir en France ?

R – Le problème n'est pas posé. La France ne fait pas partie du commandement intégré de l'O.T.A.N.. La France a une défense autonome dans le cadre d'une alliance qui suppose de multiples contacts et même une harmonie stratégique. Mais la France ne dépend pas du tout de l'armement américain. Donc, le problème n'est pas posé pour la France. Il est posé pour l'Allemagne, pour le Danemark, pour la Hollande, pour l'Italie ; pas pour la France.

Ce qui doit nous inciter à une certaine réserve dans l'opinion que nous exprimons sur la réaction allemande, danoise ou hollandaise.

Mais ce que je crois, c'est que pour l'équilibre des forces – et donc pour sauver la paix, particulièrement en Europe, et notre indépendance – il convient qu'il y ait un retour à l'équilibre. Or cet équilibre n'existe plus depuis qu'une masse de fusées et de missiles de croisière – on pourrait dire les S.S. 20 – depuis qu'une masse d'armement nucléaire stratégique russe est en mesure de détruire tous les systèmes militaires occidentaux du Nord de la Norvège au sud de l'Italie en un quart d'heure.

A partir de là, naturellement, je dis : « Rétablissez l'équilibre ! » C'est le commencement de la sagesse. Certes, l'équilibre de la terreur n'est pas désirable, mais pour l'instant, c'est la seule garantie que nous ayons. Je ne reviens pas sur ce sujet.

Je pense que, si l'on n'arrive pas à un accord à Genève – accord que je souhaite – entre les deux superpuissances qui pourrait en effet éviter telle et telle forme de surarmement mutuel, eh bien il est normal que les Pershing soient installés.

Quant au problème intérieur que cela pose aux pays qui devront recevoir les Pershing, c'est un grave problème psychologique et politique, en effet, que nous n'avons pas le temps d'étudier mais que j'observe avec le plus grand sérieux.

Relations franco-soviétiques

Q – M. le Président, vous venez de vous adresser indirectement, par l'intermédiaire de la télévision, à M. Andropov. Est-ce que vous allez le lui dire directement ? Les propos fermes que nous venons d'entendre seraient-ils davantage entendus si vous décidiez de le rencontrer, comme vous avez rencontré souvent M. Reagan ?

R – Il n'y a aucun interdit ni aucun empêchement à ce que le premier responsable de l'Union soviétique rencontre le Président de la République française. D'ailleurs les relations entre nos deux pays n'ont jamais été interrompues. Simplement, elles ont connu un certain fléchissement, comme on dit, au sommet. Nous avons en effet estimé que l'affaire d'Afghanistan, d'abord, l'affaire de Pologne, ensuite et un certain comportement rendaient difficile, ou disons moins utile, une rencontre entre les deux principaux responsables de nos pays. Mais cela n'est pas une position de principe disant : « Jamais on ne discutera avec l'Union soviétique ». On discutera sûrement. Le plus tôt serait le mieux. Mais alors cela supposerait des dispositions nouvelles sur un certain nombre de points majeurs.

4 JANVIER 1983

Allocution du Président de la République à l'occasion des vœux du corps diplomatique

Laissez-moi vous dire pour commencer combien je suis sensible aux vœux que vous venez d'exprimer au nom du corps diplomatique et en votre nom, vous qui êtes parmi nous l'un des représentants écoutés et respectés présents en France, et que j'ai toujours beaucoup de joie à rencontrer. Je vous prie de bien vouloir transmettre à sa Sainteté le Pape Jean Paul II les sentiments que j'éprouve à son égard. Mais, ici même, vous étiez l'interprète de l'ensemble des représentants diplomatiques en France. C'est donc en cette qualité que je vais m'adresser à vous, à vous tous Mesdames et Messieurs, au nom de mon pays, la France, dont vous êtes des amis sur le plan personnel, puisque vous me faites l'honneur d'être sur notre sol représentants des intérêts de votre pays mais pour traiter avec le nôtre, que vous connaissez nos villes, nos campagnes, que vous avez vos cercles d'amitié ici même parmi nous. Nous ne pouvons pas avoir meilleurs messagers que vous pour transmettre aux autorités supérieures de chacun de vos pays les vœux que je forme pour eux,

individuellement, pour leur peuple bien entendu, vos peuples dont vous êtes ici les représentants, et puis pour un certain nombre de données qui représentent le bien commun que vous venez, Monsieur le Nonce, d'évoquer à l'instant. Je veux dire le développement, la coopération, autant que possible le retour à une certaine forme d'équilibre mondial au milieu de la crise qui nous frappe tous et la paix.

Situation économique mondiale

La crise, on peut en parler, rares sont ceux qui y échappent. Les échanges s'immobilisent. Les nations industrielles jugées plus avancées sur ce plan, et qui – chacune bien entendu a le devoir d'assurer le bien être de ses citoyens – et qui pour cela tend – et c'est bien naturel – à développer leur production, à faire que cette production s'adresse à son marché, à conquérir des marchés extérieurs.

Arrivera un jour où, si chacun fait les mêmes progrès, il n'y aura plus de place pour personne. Quant aux échanges entre l'Est et l'Ouest, on sait qu'ils sont assez rares par rapport au volume des échanges qui se produisent entre les pays de l'Ouest et cependant combien ils sont nécessaires aussi, sous des conditions politiques ; il en est dont je n'ai pas l'intention de parler pour l'instant. Et les pays dits du Tiers-Monde, bien que cette expression revête des situations souvent très différentes, qui ne disposent plus des disponibilités nécessaires pour leur propre développement et pour entretenir les échanges avec le reste du monde.

La crise se nourrit elle-même. On peut la comparer, selon une expression proverbiale française assez populaire, à une sorte de chien qui court après sa queue. Ce n'est pas comme cela que l'on avance vite. Il faut donc que l'ensemble des pays responsables établisse les règles du jeu, si l'on peut appeler jeu cette course sinistre au chômage, à l'inflation généralisée, je le répète, à la crise.

Eh bien, il faut que la société internationale se dote des instruments nécessaires. Il faut que l'on comprene que des systèmes organisés, comme ce fut le cas récemment, je pense en particulier à l'ensemble des pays de l'ouest, à l'alliance politique, militaire à laquelle la France appartient qui n'exclut aucunement les relations amicales avec les autres, il faut considérer que l'harmonie comporte une bonne entente dans tous les domaines et en particulier que l'on soit en mesure d'harmoniser les évolutions commerciales sur la base d'une certaine forme de sécurité monétaire et par l'abandon commun, délibéré, honnête, des empêchements appelés protection. Que les sauvegardes prévues par les traités soient remplies, c'est normal, mais protectionnisme appelle protectionnisme et demi. On est ainsi lancé dans une spirale dont on risque de ne plus sortir que dans un désastre général. Dans la relation du Nord-Sud j'exprime le vœu que les puissances industrielles dites du Nord – la géographie ne trouve pas exactement son compte dans les expressions politiques et diplomatiques, – puissent faire un pas en avant. Cela est déjà amorcé et je m'en réjouis. Pour que les termes de l'échange soient modifiés dans le bon sens. A quoi sert-il d'acheter des matières premières au-dessous de leur véritable prix, ce qui contraint les pays dits du Tiers-Monde à connaître de